



Le patrimoine économique national en 2018

Le patrimoine des ménages progresse moins sous l'effet de la baisse du cours des actions

Fin 2018, le patrimoine économique national net s'élève à 15 482 milliards d'euros, soit 8,0 fois le produit intérieur net de l'année. Porté par le patrimoine non financier, et notamment par les terrains bâtis, il poursuit sa progression, mais à un rythme moins soutenu que l'année précédente (+ 3,5%, après + 4,6%).

Le patrimoine net des ménages atteint 11 735 milliards d'euros. Il progresse nettement moins vite que l'année précédente (+ 1,6%, après + 4,7%), pâtissant du repli transitoire du cours des actions à la fin de l'année 2018. Pour cette même raison, la valeur des fonds propres des sociétés non financières marque le pas (+ 0,3%) et s'élève à 9 945 milliards d'euros. Le patrimoine net des sociétés financières se redresse pour s'établir à 722 milliards d'euros, le patrimoine financier net repartant à la hausse. Enfin, le patrimoine net des administrations publiques progresse (+ 7,6%) pour atteindre 303 milliards d'euros fin 2018, après 282 milliards fin 2017.

Valentin GUILLOTON

Institut national de la statistique et des études économiques – Insee

Division Synthèse générale des comptes

Jonathan MIGEON

Banque de France

Direction générale des Statistiques, des Études et de l'International

Code JEL

E60

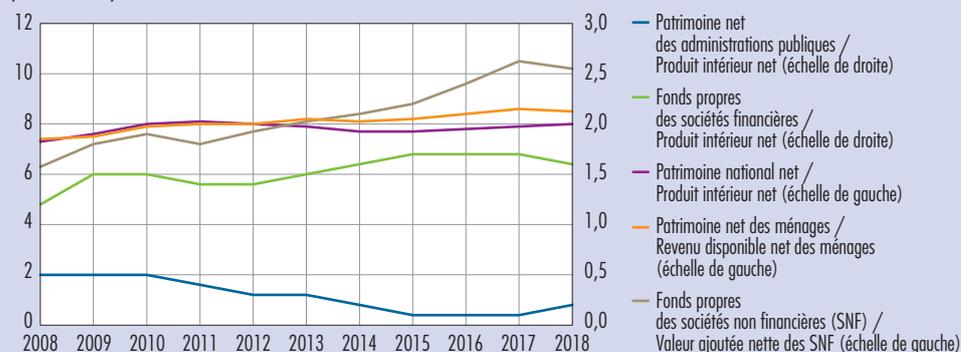
Parution simultanée avec *Insee Première* n° 1787 le 9 janvier 2020.

15 482 milliards d'euros
le patrimoine économique national fin 2018

+ 3,5 %
la variation du patrimoine économique national enregistrée en 2018

Évolution des stocks patrimoniaux des grands secteurs institutionnels rapportés aux flux macroéconomiques

(en années)



Lecture : Fin 2018, le patrimoine national net représente l'équivalent de 8,0 années de produit intérieur net.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2014.



Fin 2018, le patrimoine économique national net (cf. définition en encadré 3) s'établit à 15 482 milliards d'euros, soit l'équivalent de 8,0 fois le produit intérieur net de l'année (cf. graphique 1 et encadré 1). C'est le montant le plus élevé depuis 2012. Il s'accroît à nouveau en 2018 mais à un rythme moindre qu'en 2017 (+ 3,5 %, après + 4,6 % en 2017 – cf. tableau 1). Cette hausse est portée par le patrimoine non financier (+ 4,2 %), et principalement les terrains bâtis (+ 5,5 %).

Les actifs et les passifs financiers (cf. définition en encadré 3) décélèrent nettement (respectivement + 1,2 % et + 1,6 % en 2018, après + 7,7 % pour chacun en 2017). Les actifs financiers progressant moins vite que les passifs, le patrimoine financier net diminue pour s'établir à + 7 milliards d'euros en 2018, après + 96 milliards en 2017.

1 Le patrimoine des ménages pâtit de la baisse importante du cours des actions

Fin 2018, le patrimoine net des ménages (cf. définition en encadré 3) marque le pas : il ne progresse que de 1,6 % après une hausse de 4,7 % en 2017 (cf. tableau 2). Il s'élève à 11 735 milliards d'euros, soit 8,5 fois le revenu disponible net des ménages (cf. graphique 1). Le patrimoine financier net baisse en effet pour la première fois depuis 2008 (– 2,7 % en 2018, après + 4,9 %).

ENCADRÉ 1

À quels agrégats rapporter le patrimoine économique ?

Le **produit intérieur brut (PIB)**, 2 353 milliards d'euros en 2018) est égal à la somme des valeurs ajoutées nouvellement créées par les unités productrices résidentes au cours d'une période donnée, évaluées au prix du marché.

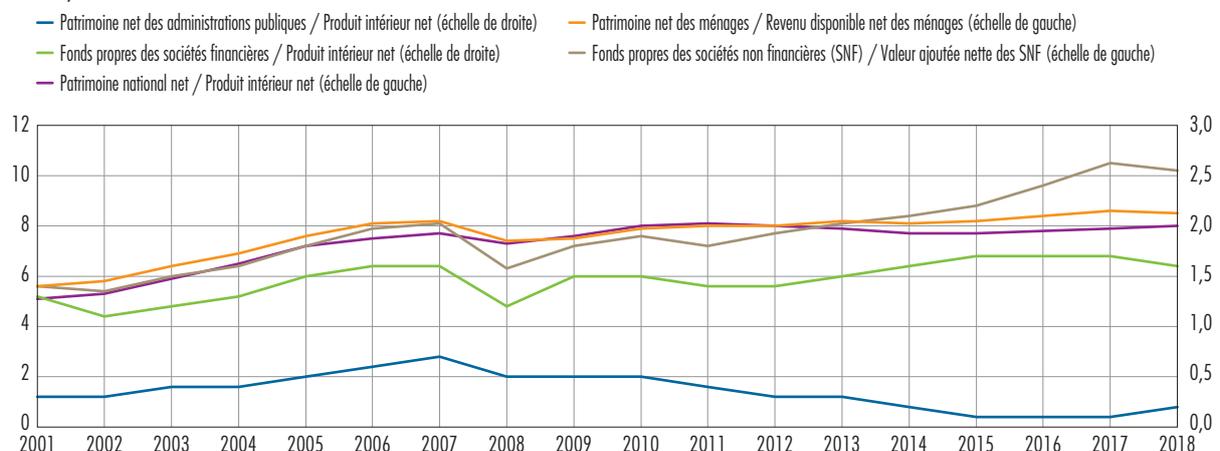
Le **produit intérieur net (PIN)**, 1 924 milliards d'euros en 2018) s'obtient en déduisant du PIB la consommation de capital fixe, qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période. Il en est de même pour le **revenu disponible** net par rapport au **revenu disponible brut**.

Il est plus pertinent de comparer le stock de patrimoine avec des flux macroéconomiques nets plutôt qu'avec des flux bruts. En effet, le patrimoine est lui-même un stock net, qui tient compte de l'état d'usure et d'obsolescence du capital.

Côté actifs financiers, les ménages continuent de privilégier les placements bancaires. L'encours en numéraire et dépôts progresse quasiment au même rythme qu'en 2017 (+ 4,5 %, après + 4,6 %), soutenu par une

G1 Évolution des stocks patrimoniaux des grands secteurs institutionnels rapportés aux flux macroéconomiques

(en années)



Lecture : Fin 2018, le patrimoine national net représente l'équivalent de 8,0 années de produit intérieur net.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2014.



T1 Le patrimoine des secteurs institutionnels fin 2018

(encours en milliards d'euros ; évolution en %)

	Ensemble de l'économie nationale	Ménages ^{a)}	Sociétés		Administrations publiques	Évolution du patrimoine de l'économie nationale	
			non financières	financières		2016-2017	2017-2018
Actifs non financiers (ANF)	15 475	8 041	4 999	318	2 116	4,7	4,2
dont : Constructions et terrains, dont :	12 278	7 368	2 843	250	1 817	4,6	4,0
<i>Logements</i>	4 630	3 786	732	47	65	3,3	2,5
<i>Autres bâtiments et génie civil</i>	2 096	166	856	74	1 000	3,2	3,2
<i>Terrains bâtis</i>	5 553	3 417	1 255	129	752	6,3	5,5
Machines et équipements	642	41	552	18	31	2,5	2,7
Stocks	453	14	414	-	25	5,0	5,7
Autres actifs produits	626	154	325	18	129	4,0	3,2
Autres actifs non produits	1 477	465	865	33	115	6,9	6,5
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés	30 978	5 375	9 546	14 685	1 371	7,7	1,2
dont : Numéraire et dépôts	6 325	1 559	650	3 956	160	8,1	7,7
Titres de créance	3 839	46	63	3 676	54	0,9	2,7
Crédits	5 530	11	1 891	3 527	102	4,6	8,9
Actions et parts de fonds d'investissement	10 223	1 426	5 571	2 601	625	13,2	-4,0
<i>Actions et autres participations hors titres d'OPC</i>	8 598	1 154	5 450	1 496	498	14,0	-3,6
<i>Titres d'OPC</i>	1 624	272	121	1 106	126	9,3	-6,3
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 173	2 001	42	126	5	2,2	-1,0
<i>Assurance-vie</i>	1 907	1 907	-	-	-	1,4	-1,3
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	46 452	13 416	14 545	15 004	3 488	6,7	2,2
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés	30 947	1 681	11 823	14 261	3 181	7,7	1,6
dont : Numéraire et dépôts	6 989	-	-	6 858	131	8,7	10,9
Titres de créance	4 410	-	612	1 522	2 276	0,6	2,0
Crédits	5 206	1 412	2 978	513	303	4,7	6,5
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	9 713	10	7 224	2 421	58	13,5	-3,4
<i>Actions et autres participations hors titres d'OPC</i>	8 186	10	7 224	894	58	14,6	-2,6
<i>Titres d'OPC</i>	1 527	-	-	1 527	-	8,1	-7,3
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 196	-	-	2 195	-	2,1	-1,0
<i>Assurance-vie</i>	1 923	-	-	1 923	-	1,4	-1,3
Solde des produits dérivés (S)	- 24	-	-	- 21	- 3	ns	ns
Patrimoine financier net = (AF) - (PF) + (S)	7	3 694	- 2 277	404	- 1 813	-	-
Patrimoine (ou valeur nette) = (A) - (PF) + (S)	15 482	11 735	2 722	722	303	4,6	3,5
Fonds propres = (patrimoine net) + (passif en actions)			9 945	3 143			

a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

« ns » correspond à « non significatif ».

« - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux en base 2014.

hausse des placements sur livrets et dépôts à vue dans un contexte de taux bas. L'encours en valeur de marché des actions et parts de fonds d'investissement est en baisse de 5,4 % après une progression de 9,4 % en 2017. En particulier, le portefeuille des ménages en actions cotées diminue en 2018 de 9,3 %, en raison de la baisse importante des cours : du 31 décembre 2017

au 31 décembre 2018, point bas boursier, l'indice SBF 120 chute de 11,7 % (après + 10,8 % en 2017). De surcroît, les flux nets d'acquisition d'actions et de parts de fonds d'investissement deviennent négatifs. Les actifs des ménages en assurance-vie (35 % de leurs actifs financiers totaux) décroissent également (- 1,3 %, après + 1,4 %), en raison d'effets de valorisation négatifs.



T2 Évolution du patrimoine des secteurs institutionnels

(en %)

	Ménages ^{a)}			Sociétés non financières			Sociétés financières			Administrations publiques		
	2006 2016 moy./ an	2016 2017	2017 2018									
Actifs non financiers (ANF)	1,6	4,6	3,6	2,7	5,0	5,1	3,2	8,6	7,2	1,8	3,8	3,5
dont : Constructions et terrains, dont :	1,7	4,4	3,6	1,8	5,0	4,7	2,4	9,3	7,6	1,7	4,0	3,6
<i>Logements</i>	3,4	3,2	2,4	3,3	3,6	3,0	3,3	6,7	4,8	3,2	3,4	2,5
<i>Autres bâtiments et génie civil</i>	0,7	0,9	0,8	2,5	3,9	4,1	4,0	7,9	6,9	2,3	2,8	2,7
<i>Terrains bâtis</i>	0,2	6,0	5,2	0,6	6,8	6,2	1,2	11,3	9,0	0,9	5,7	4,9
Machines et équipements	-1,3	-2,5	-1,3	2,0	3,0	3,1	2,8	10,4	7,3	1,0	-1,9	-1,4
Stocks	-0,4	-3,0	-0,7	3,2	5,6	6,2	-	-	-	5,0	1,4	1,2
Autres actifs produits	0,8	6,1	1,5	3,4	4,1	4,7	4,8	7,2	8,5	2,2	1,0	1,1
Autres actifs non produits	0,7	7,6	4,9	6,2	6,6	7,5	12,7	3,6	3,7	1,5	7,2	6,8
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés	3,4	5,3	-1,0	4,9	13,0	0,1	4,1	5,5	2,8	3,2	6,0	1,8
dont : Numéraire et dépôts	3,5	4,6	4,5	9,6	9,4	5,6	5,0	9,2	9,3	6,7	13,1	8,8
Titres de créance	-0,4	-12,5	-20,8	-2,4	31,4	-7,9	4,5	0,9	3,4	3,3	-14,1	-7,6
Crédits	-7,9	1,7	1,4	6,5	6,8	7,5	4,3	3,6	10,0	2,9	-1,0	-2,6
Actions et parts de fonds d'investissement	1,1	9,4	-5,4	4,7	16,6	-3,3	1,3	10,3	-6,3	2,4	6,0	3,2
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	5,2	1,7	-1,3	-1,0	6,3	-0,8	5,8	9,8	3,3	-0,4	8,2	-0,7
<i>Assurance-vie</i>	5,5	1,4	-1,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	2,3	4,9	1,7	4,1	10,2	1,8	4,1	5,5	2,9	2,3	4,7	2,8
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés	3,6	6,3	2,9	4,0	11,8	0,9	3,8	5,9	1,9	6,7	2,3	2,4
dont : Numéraire et dépôts	-	-	-	-	-	-	4,4	8,8	11,0	6,3	2,7	7,7
Titres de créance	-	-	-	7,1	1,7	1,7	4,6	-0,9	2,0	7,7	1,4	2,0
Crédits	4,5	5,4	5,1	4,9	6,7	7,4	3,3	-3,0	9,8	4,0	-2,0	-0,3
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	6,1	4,1	4,0	3,5	15,8	-1,8	0,4	7,7	-8,5	ns	ns	ns
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	-	-	-	-	-	-	5,1	2,1	-1,0	-	-	-
<i>Assurance-vie</i>	-	-	-	-	-	-	5,5	1,4	-1,3	-	-	-
Solde des produits dérivés (S)	ns	ns	ns									
Patrimoine financier net^{b)}	3,4	4,9	-2,7	1,0	6,8	4,0	ns	-18,7	59,7	10,4	-0,3	2,8
Patrimoine (ou valeur nette)	2,2	4,7	1,6	4,4	3,6	6,0	15,6	-5,9	31,3	-14,8	39,8	7,6
Fonds propres des sociétés				3,7	12,4	0,3	2,0	5,1	-1,7			

a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

b) Le patrimoine financier net des sociétés non financières et des administrations publiques est structurellement négatif. Aussi, une évolution « positive » traduit-elle une dégradation du patrimoine financier net, qui devient encore plus négatif. À l'inverse, une évolution « négative » traduit une amélioration.

« ns » correspond à « non significatif ».

« - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux en base 2014.

Au total, les actifs financiers des ménages diminuent de 1,0% en 2018, après + 5,3%.

Au passif des ménages, les crédits continuent de croître de 5,1% (après + 5,4%), du fait d'un marché immobilier dynamique.

Au sein des actifs non financiers (60% des actifs des ménages), la hausse est moins importante que l'année précédente (+ 3,6%, après + 4,6%). En effet, même si les prix du foncier et de l'immobilier (cf. définition en encadré 3) continuent de croître, l'investissement des ménages en logement ralentit en volume (+ 3,8%, après



+ 8,8%). Au total, le patrimoine non financier des ménages atteint 8 041 milliards d'euros fin 2018.

2 Les fonds propres des sociétés non financières se stabilisent

Fin 2018, la valeur nette des sociétés non financières (SNF) – cf. définitions en encadré 3 – s'élève à 2 722 milliards d'euros. Elle accélère en 2018 : + 6,0%, après + 3,6% en 2017 (cf. tableaux 1 et 2).

Le patrimoine non financier augmente au même rythme qu'en 2017 (+ 5,1%, après + 5,0%), pour atteindre 4 999 milliards d'euros. L'ensemble des constructions et terrains bâtis progresse légèrement moins vite que l'année précédente pour les SNF : l'investissement ralentit (+ 6,0%, après + 6,3%) et les réévaluations sur les terrains sont moindres. En revanche, les encours en droits de propriété intellectuelle (autres actifs produits) accélèrent, portés par des investissements dynamiques.

En 2018, les actifs financiers des SNF restent stables (+ 0,1%), après une hausse de 13,0%. Les actions et parts de fonds d'investissement représentent 58% du total de leurs actifs financiers et s'élèvent à 5 571 milliards d'euros. Leur encours diminue de 3,3% (après + 16,6% en 2017) en raison des effets de valorisation négatifs et malgré des flux nets d'acquisition en progression (+ 35,5%, après + 34,9%). En revanche, les placements en numéraire et dépôts continuent de progresser, à un rythme toutefois moins soutenu (+ 5,6%, après + 9,4%), les entreprises privilégiant la liquidité dans un environnement de taux bas. En outre, l'encours de crédits octroyés par les SNF s'accroît toujours fortement (+ 7,5%, après + 6,8%), du fait de la hausse des crédits intragroupes (cf. encadré 2), principalement entre SNF résidentes (+ 8,8%, après + 9,7%).

Au passif, l'endettement sous forme de crédit continue d'augmenter à un rythme soutenu (+ 7,4%, après + 6,7%), sous l'effet conjoint de la hausse des crédits intragroupes à l'actif et de celle des crédits auprès des sociétés financières (+ 6,8%, après + 5,7%). À l'inverse, le passif en actions des SNF baisse (– 1,8%, après + 15,8%), en raison des effets de valorisation négatifs plus importants que les émissions nettes. Le passif en

obligations des SNF évolue au même rythme qu'en 2017 (+ 1,7%).

Au total, les fonds propres des SNF (cf. définition en encadré 3) se stabilisent en 2018 (+ 0,3%, après + 12,4%) à un montant de 9 945 milliards d'euros.

3 Le patrimoine financier net des sociétés financières repart à la hausse

Fin 2018, le patrimoine net (cf. définition en encadré 3) des sociétés financières s'élève à 722 milliards d'euros. Essentiellement composé d'actifs et de passifs financiers, il croît de 31,3%, après s'être replié de 5,9% en 2017 (cf. tableaux 1 et 2). En effet, les passifs financiers ralentissent davantage que les actifs financiers. En revanche, les actifs non financiers continuent de croître à un rythme soutenu (+ 7,2%, après + 8,6%) et atteignent 318 milliards d'euros.

Les actifs financiers des sociétés financières décélèrent en 2018 (+ 2,8%, après + 5,5%). Ainsi, la détention d'actions et de parts de fonds d'investissement diminue fortement (– 6,3%, après + 10,3%), sous l'effet conjoint de flux nets d'acquisition et d'effets de valorisation devenus négatifs. En revanche, l'encours de crédits octroyés par les sociétés financières progresse nettement (+ 10,0%, après + 3,6%), en raison notamment du dynamisme des crédits aux ménages et aux SNF. Les mesures non conventionnelles de la politique monétaire de l'Eurosystème, en particulier les opérations ciblées de refinancement de long terme (TLTRO), contribuent à cette croissance. Par ailleurs, les placements sous forme de titres de créance accélèrent (+ 3,4%, après + 0,9%), en raison d'une hausse des flux nets d'acquisition et d'une baisse des effets de valorisation négatifs. De plus, l'encours en numéraire et dépôts à l'actif continue de progresser fortement (+ 9,3%, après + 9,2%), porté principalement par les opérations entre sociétés financières.

Les passifs financiers des sociétés financières décélèrent également (+ 1,9%, après + 5,9%). En effet, le passif en actions et parts de fonds d'investissement diminue nettement (– 8,5%, après + 7,7%), en raison d'effets de valorisation et des émissions nettes devenus négatifs. Les encours d'assurance-vie baissent également (– 1,3%,



après + 1,4%) du fait d'effets de valorisation négatifs. Toutefois, le passif en numéraire et dépôts continue d'augmenter à un rythme soutenu (+ 11,0%, après + 8,8%), portant la croissance de la masse monétaire au sens large (M3). Outre cette dynamique des dépôts

entre institutions financières et monétaires, la hausse est nourrie par celle des dépôts des ménages et des SNF (+ 4,8%, après + 6,0%). Par ailleurs, l'encours de titres de créance émis croît de 2,0%, après une baisse de 0,9% en 2017.

ENCADRÉ 2

La dette consolidée des sociétés non financières

Le passif des sociétés non financières (SNF) est composé de crédits, de titres de créance négociables et d'actions et autres participations. En comptabilité nationale, ce passif inclut les détentions croisées entre entités appartenant au même secteur. D'une part, les crédits ne sont pas seulement octroyés par les intermédiaires financiers résidents, mais aussi par des SNF (principalement résidentes), en particulier au sein d'un même groupe (gestion centralisée de la trésorerie notamment). D'autre part, les actions et autres participations émises par les SNF peuvent être détenues par d'autres SNF, en raison de leur structuration en groupes.

Le patrimoine financier des SNF peut faire l'objet de deux grilles d'analyse : la première, retenue dans cette étude, retrace le passif et l'actif de chaque secteur institutionnel vis-à-vis de l'ensemble de l'économie, y compris des unités relevant du même secteur institutionnel. Privilégiée pour les comparaisons internationales, la seconde consolide les détentions croisées afin d'analyser l'exposition du passif des SNF vis-à-vis des autres secteurs.

Le montant de ces détentions croisées est élevé. La dette consolidée (cf. définition en encadré 3) des SNF représente 1 753 milliards d'euros, soit 74,5% du PIB en 2018 (au lieu de 3 589 milliards d'euros pour la dette non consolidée, soit 152,5% du PIB). En 2017, elles représentaient respectivement 72,8% et 146,9% du PIB. Le passif consolidé des SNF s'établit à 5 953 milliards d'euros en 2018. Il décélère fortement (+ 1,6%, après + 8,3%) en raison de la baisse des cours des actions en valeur de marché à fin 2018.

Passif des sociétés non financières

(en milliards d'euros)

	Passif non consolidé		Passif consolidé	
	2017	2018	2017	2018
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés	1 1724	11 823	5 859	5 953
dont : Dette	3 374	3 589	1 671	1 753
Titres de créance	602	612	595	607
Crédits, dont :	2 772	2 978	1 076	1 146
<i>crédits auprès des institutions financières</i>	<i>1 055</i>	<i>1 126</i>	<i>1 055</i>	<i>1 126</i>
<i>crédits intragroupes</i>	<i>1 696</i>	<i>1 832</i>	–	–
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	7 354	7 224	3 381	3 407

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux en base 2014.



4 Le patrimoine net des administrations publiques poursuit sa remontée

En 2018, le patrimoine financier des administrations publiques recule en raison d'une hausse des passifs financiers supérieure à celle des actifs. La baisse du patrimoine financier est néanmoins plus que compensée par la hausse du patrimoine non financier, ce qui permet au patrimoine net des administrations publiques de progresser de 7,6%.

Le total des actifs financiers des administrations publiques augmente moins rapidement qu'en 2017 (+ 1,8%, après + 6,0% – cf. tableau 2). En particulier, leur détention d'actions et de parts de fonds d'investissement (46% de leurs actifs financiers totaux) décélère (+ 3,2%, après + 6,0%) : les effets de valorisation sont moindres et ne sont pas compensés par la progression des flux nets d'acquisition.

Le passif financier des administrations publiques progresse au même rythme qu'en 2017 (+ 2,4%, après + 2,3%). Mode principal de leur financement, les émissions nettes de titres de créance sont moins

importantes en 2018 qu'en 2017 (+ 57,0 milliards d'euros, après + 71,6), mais l'encours de titres de créance accélère (+ 2,0%, après + 1,4%) en raison d'effets de composition et de valorisation. Au total, la dette publique en valeur de marché augmente de 2,0%, contre + 2,5% pour la dette au sens de Maastricht (cf. définition en encadré 3), mesurée en valeur nominale.

Fin 2018, le patrimoine non financier des administrations publiques s'élève à 2 116 milliards d'euros (cf. tableau 1). Il progresse de 3,5%, après + 3,8% en 2017. Cette hausse est principalement portée par les actifs non produits : les prix des terrains bâtis continuent d'augmenter. L'investissement public se porte mieux, et augmente de 4,2%, après + 2,1% en 2017. Cette accélération est surtout le fait de l'investissement des administrations publiques locales (+ 8,6%). La formation nette de capital fixe des administrations publiques s'améliore de près de 2 milliards d'euros.

Au total, le patrimoine net des administrations publiques s'accroît de 7,6%, pour atteindre 303 milliards d'euros, sous l'effet conjoint de l'investissement et des valorisations.

ENCADRÉ 3

Définitions

Les comptes de patrimoine recensent les **actifs et passifs** économiques, c'est-à-dire ceux sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés et qui peuvent procurer des avantages économiques à leurs propriétaires. Ils peuvent être financiers ou non financiers, ces derniers pouvant être le résultat de processus de production ou avoir une origine naturelle. Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché en fin d'année, sans consolidation intra- et intersectorielle. Cette valeur inclut donc les plus ou moins-values latentes relatives à chaque catégorie d'actifs. Ainsi, la valeur d'un actif ou d'un passif peut varier d'une année à l'autre même en l'absence de flux nets de transactions, du fait de la fluctuation des prix de marché. Les actions non cotées sont estimées par référence à la valorisation des actions cotées.

La valeur des **biens immobiliers** se décompose en celle des bâtiments et celle des terrains sur lesquels ils sont implantés. L'essentiel des plus-values immobilières est affecté aux terrains.

La catégorie des **ménages** inclut les particuliers, les entrepreneurs individuels et les institutions sans but lucratif au service des ménages.

.../...



Les sociétés sont réparties entre **sociétés financières et non financières (SNF)**. Les sociétés financières incluent la banque centrale, les établissements de crédit et assimilés, les institutions financières diverses, les sociétés d'assurance, les fonds d'investissement monétaires et non monétaires, les auxiliaires financiers et les institutions financières captives.

Le **patrimoine** (ou « **valeur nette** ») est défini comme la différence entre la valeur des actifs (financiers et non financiers) et celle des passifs (par nature financiers).

Les **fonds propres** des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Le montant de la **dette publique (au sens de Maastricht)** est différent de celui du passif des administrations publiques pour trois raisons : i) le périmètre des opérations financières retenues pour la dette publique exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir ; ii) la dette publique est consolidée, elle ne prend pas en compte les dettes entre administrations ; iii) elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal.

La **consolidation** consiste à neutraliser les transactions ou expositions entre entités d'un même secteur institutionnel. S'agissant des crédits intragroupes, la consolidation retenue exclut à la fois les prêts effectués entre SNF résidentes et ceux contractés par les SNF résidentes auprès de contreparties non résidentes appartenant à un même groupe.



Bibliographie

Aeberhardt (L.), Laurent (T.) et Montornès (J.) (2019)
« Les comptes de la nation en 2018 – Le PIB ralentit nettement (+ 1,7% après + 2,3%), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première*, n° 1754, mai.

Banque de France

« Taux d'endettement des agents non financiers - comparaisons internationales », *Stat Info*, publication trimestrielle.

Guilloton (V.) et Weber (S.) (2019)
« Le patrimoine économique national en 2017 – une progression dynamique tirée par les prix de l'immobilier », *Insee Première*, n° 1731, janvier.

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Didier Névonnic

Directeur de la publication

Gilles Vaysset

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

Rédaction en chef

Céline Mistretta-Belna

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://publications.banque-france.fr/>

Rubrique « Abonnement »

